



COLABOR

**GROUPE COLABOR INC.
RAPPORT DE GESTION**

POUR LE TROISIÈME TRIMESTRE DE 2017

EN DATE DU 19 OCTOBRE 2017

TABLE DES MATIÈRES

1. Portée du rapport de gestion et avis aux investisseurs	3
2. À propos de Colabor	4
2.1 Profil de la Société	4
2.2 Développements d'entreprise	6
2.3 Situation économique actuelle, stratégies de développement et perspectives d'avenir	7
3. Faits saillants du trimestre	7
4. Mesures de performance non conformes aux IFRS	9
5. Analyse de la performance	10
5.1 Résultat net	10
5.2 Situation financière	17
5.3 Flux de trésorerie	19
6. Résumé des derniers trimestres	21
7. Transactions entre parties liées	22
8. Transactions hors bilan	22
9. Risques et incertitudes	22
10. Estimations et jugements importants	23
11. Contrôles et procédures à l'égard de l'information financière	24
12. Adoption anticipée d'IFRS 15	24
13. Normes, modifications et interprétations existantes qui ne sont pas encore en vigueur	25
14. Éventualités	26

1. Portée du rapport de gestion et avis aux investisseurs

Ce rapport de gestion de Groupe Colabor Inc. (la « Société » ou « Colabor ») porte sur le résultat global, la situation financière et les flux de trésorerie du troisième trimestre se terminant le 9 septembre 2017. Il devrait être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires non audités et leurs notes annexes pour cette période, ainsi qu'avec les états financiers consolidés vérifiés et leurs notes annexes pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 et le rapport de gestion annuel y afférent. Ces états financiers sont libellés en dollars canadiens et ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière telles que publiées par l'IASB (IFRS). Ces états financiers peuvent être consultés à www.sedar.com et à www.colabor.com.

Un exercice financier standard de Colabor est composé de treize périodes; les trois premiers trimestres sont composés de trois périodes chacun et le dernier trimestre, de quatre. L'exercice financier se termine le dernier samedi de décembre.

Ainsi, les ventes et le résultat net de la Société sont proportionnellement moins élevés aux premier, deuxième et troisième trimestres et plus élevés au quatrième trimestre puisque celui-ci compte en général 33 % plus de jours d'opérations que les autres trimestres de l'exercice. De plus, il est à noter que les ventes de la Société sont saisonnières. Ainsi, le volume des ventes du premier trimestre est moins élevé en comparaison aux autres trimestres.

Les actions de Groupe Colabor Inc. se négocient à la Bourse de Toronto sous le symbole « GCL » tandis que ses débetures convertibles se négocient sous le symbole « GCL.DB.A ».

Le lecteur trouvera d'autres informations concernant la Société sur SEDAR à www.sedar.com et sur le site web de Colabor à www.colabor.com. L'information sur le site Web de la Société n'est pas intégrée par renvoi au présent rapport de gestion.

2. À propos de Colabor

2.1 Profil de la Société

Description des activités

Fondée en 1962, Colabor est un distributeur et un grossiste de produits alimentaires desservant le marché des services alimentaires (restaurants, chaînes de restauration, hôtels et cafétérias) et celui du marché de détail (épiceries de petite surface, dépanneurs, poissons et viandes pour les grandes surfaces, etc.). Elle exerce présentement ses activités dans deux segments et dans trois régions géographiques : l'Ontario, le Québec et les Maritimes.

A. Segment Distribution

1. *Summit Foodservice (« Summit ») – division de l'Ontario :*

Summit distribue plus de 8 000 produits, depuis des entrepôts à Ottawa, à London et à Mississauga, à plus de 3 600 clients, incluant : (i) les entreprises Cara Limitées (ci-après « Cara ») qui exploitent, entre autres, les marques Swiss Chalet, Harvey's, Kelsey's, Montana's BBQ & Bar, Milestone's Grill and Bar and East side Mario's; (ii) Popeyes Louisiana Kitchen; (iii) Wild Wing; (iv) d'autres chaînes de restauration; (v) des restaurants indépendants; (vi) des clients institutionnels dont des hôpitaux, des écoles et des institutions gouvernementales. La gamme de produits de Summit comprend des produits surgelés, des denrées sèches de consommation courante, des produits laitiers, des viandes, des poissons et fruits de mer, des fruits et légumes ainsi que des produits jetables et sanitaires.

Depuis la fermeture de l'entrepôt de Vaughan le 30 avril 2017, cette division compte environ 460 employés et 3 centres de distribution, dont les services administratifs de London. La superficie totale d'entreposage représente environ 345 000 pieds carrés.

Entrepôts	Superficie
Mississauga	127 961 pieds carrés
London	113 595 pieds carrés (pouvant être agrandie)
Ottawa	103 460 pieds carrés (pouvant être agrandie)

Ces entrepôts sont certifiés HACCP. Ce terme signifie « Hazard Analysis Critical Control Point » en anglais ou « Analyse des dangers et maîtrise des points critiques » en français. La certification oblige à identifier les risques spécifiques, à déterminer des points de contrôle de ces risques et à définir des mesures préventives.

2. *Skor – Division « Libre-service » – division de l'Ontario :*

Cette division opère 4 magasins « libre-service » dans le sud de l'Ontario et offre à sa clientèle plus de 10 000 produits de détail et de services alimentaires à des dépanneurs, à de petites épiceries, à des cafétérias ainsi qu'à des restaurants.

3. *Colabor Distributeur Alimentaire (« CDA ») :*

CDA est un important distributeur auprès de clients des services alimentaires et de détail dans les régions de Québec, du Saguenay, de la Mauricie, du Bas St-Laurent et de la Gaspésie, du Nouveau-Brunswick et de la Côte-Nord. CDA compte environ 430 employés, distribue plus de 12 000 produits depuis ses deux entrepôts stratégiquement situés à Lévis et à Rimouski, qui totalisent environ 303 000 pieds carrés. La clientèle, de près de 4 600 clients, se compose principalement de restaurants, d'exploitants de services alimentaires, de magasins d'alimentation spécialisés, de comptes institutionnels tels des établissements de soins de santé, des écoles et des universités, ainsi que de certains autres clients du commerce de détail. CDA offre une gamme complète de produits dont des produits congelés, des denrées sèches de consommation courante, des produits laitiers, des viandes, des poissons et fruits de mer, des fruits et légumes ainsi que des produits jetables et sanitaires. Elle offre donc une solution multiservice à ses clients.

4. *Les Pêcheries Norref Québec Inc. (« Norref ») :*

Norref est une entreprise spécialisée dans l'importation et la distribution de poissons et de fruits de mer frais au Québec. Norref est reconnue comme le plus important distributeur de ce genre au Québec.

Norref exploite un centre de distribution d'environ 40 000 pieds carrés à Montréal et détient une certification HACCP et une approbation fédérale lui permettant de vendre à l'échelle nationale. Norref distribue toute une gamme de poissons et de fruits de mer frais et surgelés. La clientèle de Norref est diversifiée et se compose de supermarchés, de restaurants, d'hôtels et de poissonneries. Norref compte approximativement 175 employés.

5. *Viandes Lauzon (« Lauzon ») :*

Lauzon effectue la préparation et la transformation de viandes de qualité supérieure pour les provinces de Québec et d'Ontario et est un important distributeur des marques de bœuf de grande notoriété telles que Angus Pride et Sterling Silver. Lauzon est réputée, entre autres, pour ses produits, son expertise et pour un service à la fois efficace et souple aux secteurs de la restauration, de l'hôtellerie et du segment institutionnel. Lauzon mène ses activités dans une usine d'environ 68 000 pieds carrés située à Montréal et détient une certification HACCP ainsi qu'une approbation fédérale lui permettant de vendre ses produits à l'échelle nationale. Cette division compte approximativement 95 employés.

B. Segment Grossiste

1. *Centre de distribution de Boucherville (« Boucherville ») :*

Les ventes de Boucherville sont constituées de produits alimentaires et non alimentaires fournis à des distributeurs qui, à leur tour, redistribuent ces produits à plus de 25 000 clients faisant affaire dans les secteurs des services alimentaires et du commerce de détail pour la province de Québec et les provinces de l'Atlantique.

Boucherville exploite un centre de distribution d'environ 371 000 pieds carrés à Boucherville et compte approximativement 80 employés.

2. *Viandes Décarie (« Décarie ») :*

Décarie est un grossiste et un distributeur spécialisé dans le marché de la viande et des produits de boucherie. Décarie exploite un centre de distribution d'environ 27 000 pieds carrés, situé à Montréal, et a environ 50 employés. À titre de grossiste, cette division distribue un large éventail de viandes fraîches et congelées telles que le bœuf, le veau, l'agneau, le porc ainsi que la volaille. Sa clientèle se compose de distributeurs, de détaillants en alimentation et de boucheries spécialisées. Les installations de Décarie sont certifiées HACCP et elle détient un permis fédéral lui offrant la possibilité de vendre ses produits à l'échelle nationale.

2.2 Développements d'entreprise

Plan de rationalisation

Le 26 janvier 2016, Colabor a mis en œuvre un plan de rationalisation et d'optimisation de ses activités d'exploitation. Ce plan, approuvé par le conseil d'administration, vise à permettre à Colabor d'améliorer davantage son efficacité opérationnelle et sa rentabilité dans un contexte d'affaires qui demeure difficile pour l'industrie de la distribution des services alimentaires ainsi que de finaliser l'intégration des acquisitions réalisées au cours des dernières années.

La portée du plan englobe la plupart des divisions de Colabor et consiste principalement à centraliser et à consolider certaines activités au siège social de la Société ou à celui de ses divisions. La mise en œuvre du plan s'est traduite par l'abolition d'environ 120 postes, soit environ 8 % des effectifs totaux de la Société. Reflétant essentiellement ces mises à pied, Colabor a comptabilisé une charge non liée aux opérations courantes de 3,6 M\$, avant impôts, dans ses résultats de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2016.

Les mesures de rationalisation entraînent des réductions annuelles importantes, avant impôts. Ces économies se sont matérialisées au cours de l'exercice 2016.

Opération de recapitalisation

Colabor a conclu le 13 octobre 2016, une opération de recapitalisation qui réduit son endettement et améliore sa structure de capital. Par conséquent, l'emprunt bancaire, la dette à long terme et les débetures convertibles sont maintenant reclassés à long terme.

Contrats d'approvisionnement à la division de l'Ontario

Plus tôt dans le trimestre, et parallèlement à la mise en place d'initiatives visant à réévaluer son portefeuille de clients, la Société a reçu un avis de terminaison de la part de Popeye's Louisiana Kitchen, un contrat représentant des revenus de plus de 40 M\$, et qui prendra effet le 13 novembre 2017 (voir rapport de gestion pour l'exercice terminée le 17 juin 2017). Plus récemment, une entente mutuelle avec Cara en vue de cesser d'approvisionner les restaurants de la bannière Montana's BBQ & Bar à compter du 1er avril 2018 a été conclue après que Cara eut sécurisé une source de distribution alternative. Ce contrat représente des ventes annuelles d'un peu plus de 30 M\$.

Afin de protéger l'effet net à long terme du recentrage de ses activités sur sa profitabilité opérationnelle, Colabor mise sur les mesures d'efficacité déjà mises en place, sur l'embauche de personnel dédié au développement des affaires vers le segment des indépendants et sur les mesures additionnelles suivantes:

- L'optimisation des routes afin de diminuer les coûts de livraison
- La réduction de la taille du parc de matériel roulant
- L'optimisation des activités et de la configuration des entrepôts afin d'améliorer la productivité

Les effets positifs de ces initiatives devraient pouvoir compenser les surcoûts d'opérations engendrés par la fermeture de Vaughan et l'effet à long terme de la perte de volume de ventes sur le profit marginal.

Afin d'atteindre un meilleur équilibre entre volume et marge de profit et d'optimiser ses opérations, Colabor a procédé à l'évaluation de son portefeuille de clients. Dans cette optique, Colabor misera davantage sur la croissance du créneau des indépendants et des petites chaînes de restauration, où elle peut offrir un service différencié et des produits ayant une plus forte valeur ajoutée. C'est d'ailleurs dans ce segment où prospère CDA dans l'est du Québec.

Plan de succession à la haute direction de Colabor

Le 18 octobre 2017, monsieur Claude Gariépy, président et chef de la direction de Colabor, a informé le conseil d'administration de la Société de son intention de prendre sa retraite et de quitter son poste de président et chef de la direction le 2 mars 2018. M. Gariépy était en poste à ce titre depuis janvier 2012. Depuis, M. Gariépy a travaillé à accroître le profil et l'influence de Colabor au Québec et en Ontario. Il a mis en place une équipe compétente et robuste qui continuera à assurer le développement de l'entreprise. M. Gariépy a informé le conseil de sa disponibilité au-delà du 2 mars 2018 afin d'assurer une transition ordonnée.

Le conseil d'administration entreprend dès maintenant un processus de sélection dans le but d'identifier et de sélectionner un candidat à la succession de M. Gariépy. Une firme spécialisée en recrutement de cadre de haut niveau est embauchée dans le but de faciliter et d'accélérer les recherches. Les candidatures internes et externes seront analysées par cette firme et, le cas échéant, recommandées au comité de sélection.

2.3 Situation économique actuelle, stratégies de développement et perspectives d'avenir

Situation économique actuelle

Colabor a des activités commerciales dans l'Est du Canada, au Québec et en Ontario. Depuis le début de l'année, la situation économique au Québec a continué de démontrer des signes d'un regain. La réduction soutenue du taux de chômage s'est traduite par une amélioration des dépenses discrétionnaires des ménages, permettant ainsi une croissance dans les secteurs tertiaires, dont les commerces de détail et la restauration.

Colabor a établi son plan d'affaires, qui est décrit ci-dessous, et croit que la situation actuelle pourrait lui apporter encore des occasions d'affaires qu'elle est prête à analyser avec l'objectif d'accroître la valeur de la Société au bénéfice de ses actionnaires.

Stratégies de développement

La direction de la Société croit qu'il existe d'importants canaux servant à accroître sa pénétration dans le domaine des services alimentaires au Canada.

Le marché de la distribution des services alimentaires est encore très morcelé dans l'Est du Canada. Cette situation donne l'opportunité à Colabor d'augmenter de façon significative sa part de marché dans les régions géographiques où elle est déjà présente.

Dans le but de diversifier sa base de clientèle, et ainsi, de minimiser l'importance relative de chacun des clients, la Société a décidé d'investir, en 2017, dans la force de vente auprès des restaurateurs indépendants de l'Ontario et du Québec. Cette initiative procurera également une meilleure pénétration des marques privées de l'entreprise et une amélioration sensible des marges brutes.

De plus, la Société croit que ses divisions de produits spécialisés (Norref et Lauzon) bénéficieront également de ces investissements.

Perspectives d'avenir

Bien que l'entreprise prévoit se concentrer d'abord sur sa croissance organique en 2017, étant donné sa faible part de marché dans certaines régions métropolitaines importantes du Canada telles Toronto et Montréal, certaines opportunités d'acquisition permettraient à la Société d'augmenter de façon importante ses ventes, son pouvoir d'achat et sa capacité de générer des économies de coûts avec l'objectif d'augmenter son bénéfice net.

3. Faits saillants du trimestre

- Augmentation de la profitabilité des activités de la division CDA, qui mise davantage sur les restaurants indépendants, pour un second trimestre consécutif.
- Réduction des charges financières de 0,9 M\$, soit une diminution de 34,2%.
- Réduction des ventes de 5,8%, conséquence de la perte de contrat historique en Ontario et par le maintien de pressions concurrentielles au sein de la division Décarie depuis le quatrième trimestre de 2016.
 - Afin de mitiger la réduction de volume provenant des divisions de l'Ontario et Décarie, l'équipe de gestion a mis en place les initiatives suivantes depuis le dernier trimestre:
 - L'embauche d'un nouveau leadership (T2 2017) à la division Décarie dont les premières initiatives ont permis d'améliorer la gestion des inventaires lors du troisième trimestre.
 - La fermeture du centre de distribution de Vaughan et la consolidation de ses activités auprès des trois centres de distribution en Ontario (complété au T2 2017) ont permis de réduire les coûts d'entreposage de cette division.
 - La réévaluation du portefeuille de clients en Ontario afin de recentrer les activités vers les créneaux à meilleure valeur ajoutée des plus petites chaînes et des indépendants afin d'améliorer la contribution au BAIIA. Se référer à la section 2.2, sous-titre "Contrats d'approvisionnement en Ontario".
- Comptabilisation de frais non-liés aux opérations de 7,0 M\$ dont une provision de 6,5 M\$ portant sur un projet de cotisation du Ministère des Finances de l'Ontario. Le projet de cotisation concerne principalement des ventes ayant eu lieu sur une courte période entre 2013 et 2014 à un client en particulier et sur lesquelles le Ministère des Finances de l'Ontario considère que les taxes de ventes auraient dû être perçues et remises. Cette cotisation n'aurait pas d'incidence majeure sur la capacité de la Société à s'acquitter de ses obligations financières ni sur son fonds de roulement. (Se référer à la section 5.1 Résultat net, sous-titre "Frais non liés aux opérations courantes - Provision pour projet de cotisation").
- Comptabilisation d'une charge de radiation d'actifs de 16,4 M\$ en lien avec l'acquisition de Summit en Ontario. (Se référer à la section 5.1 Résultat net, sous-titre "Charge de radiation d'actifs").

4. Mesures de performance non conformes aux IFRS

L'information comprise dans ce rapport renferme également certains renseignements qui ne sont pas des mesures du rendement conformes aux IFRS. Ces mesures de performance ne doivent pas être considérées isolément ou comme substituts aux autres mesures de la performance calculées en conformité avec les IFRS, mais plutôt comme renseignements complémentaires.

Par exemple, la Société utilise la notion de bénéfice avant frais financiers, amortissements, frais non liés aux opérations courantes et impôts sur les bénéfices (BAIIA ajusté), libellé aux états financiers sous le nom « Résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements ». Le BAIIA ajusté découle du BAIIA défini par la communauté financière comme étant le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements tel qu'il est présenté dans le tableau ci-dessous. Le BAIIA n'a pas d'équivalent aux états financiers de la Société. Ces mesures sont largement répandues dans les milieux financiers pour mesurer la rentabilité des opérations. Elles reflètent l'inclusion ou l'exclusion de certains montants qui sont considérés comme non représentatifs de la performance financière récurrente de la Société. Étant donné que ces notions ne sont pas définies par les IFRS, elles pourraient ne pas être comparables avec celles d'autres sociétés.

Rapprochement du résultat net au BAIIA ajusté

(non audités, en milliers de dollars)

	84 jours			252 jours		
	2017	2016	Écart	2017	2016	Écart
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Résultat net	(18 753)	2 708	(21 461)	(19 101)	483	(19 584)
Charge (recouvrement) d'impôts	(1 271)	1 203	(2 474)	(992)	660	(1 652)
Charges financières	1 751	2 662	(911)	5 322	8 700	(3 378)
Amortissements	2 554	2 623	(69)	7 634	7 995	(361)
Perte de valeur sur goodwill, immobilisations corporelles et incorporelles	16 440	—	16 440	16 440	—	16 440
BAIIA	721	9 196	(8 475)	9 303	17 838	(8 535)
Frais non liés aux opérations courantes	6 961	—	6 961	8 297	3 337	4 960
BAIIA ajusté	7 682	9 196	(1 514)	17 600	21 175	(3 575)

5. Analyse de la performance

5.1 Résultat net

Le tableau qui suit décrit les états consolidés du résultat du troisième trimestre :

États consolidés du résultat

(non audités, en milliers de dollars, sauf les données par action)

	2017		2016 Reclassé		Écart	
	\$	%	\$	%	\$	%
Ventes^(a)	319 334	100,00	339 100	100,00	(19 766)	(5,83)
Charges opérationnelles excluant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements ^(a)	311 652	97,59	329 904	97,29	(18 252)	(5,53)
Résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements	7 682	2,41	9 196	2,71	(1 514)	(16,46)
Frais non liés aux opérations courantes	6 961	2,18	—	—	6 961	100,00
Amortissements	2 554	0,80	2 623	0,77	(69)	(2,63)
Perte de valeur sur goodwill, immobilisations corporelles et incorporelles	16 440	5,15	—	—	16 440	100,00
	25 955	8,13	2 623	0,77	23 332	889,52
Résultat opérationnel	(18 273)	(5,72)	6 573	1,94	(24 846)	(378,00)
Charges financières	1 751	0,55	2 662	0,79	(911)	(34,22)
Résultat avant impôts	(20 024)	(6,27)	3 911	1,15	(23 935)	(611,99)
Charge (recouvrement) d'impôts	(1 271)	(0,40)	1 203	0,35	(2 474)	(205,65)
Résultat net	(18 753)	(5,87)	2 708	0,80	(21 461)	(792,50)
Résultat net de base et dilué par action	(0,18)		0,10			

^(a) La Société a adopté de façon anticipée la norme IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients* au 31 décembre 2016. Aux fins de comparabilité, les données de l'année précédente ont été ajustées pour refléter l'adoption de cette nouvelle norme. Se référer à la rubrique 12, « Adoption anticipée d'IFRS 15 », du présent rapport de gestion.

Le résultat net du troisième trimestre de 2017 est en baisse de 21,5 M\$ par rapport à celui du trimestre correspondant de l'année précédente et correspond à une perte nette de (18,8) M\$. L'augmentation des frais non liés aux opérations provenant principalement de l'effet d'une provision pour projet de cotisation de 6,5 M\$, une perte de valeur sur actifs sans incidence sur la trésorerie de 16,4 M\$, la réduction des ventes de l'ordre de 5,8 % et l'augmentation des charges opérationnelles ont pesé sur le résultat net du trimestre. Le niveau des charges financières s'est amélioré lors de la période, diminuant de 0,9 M\$ suite à l'opération de recapitalisation conclue en octobre 2016.

Le résultat net de base et dilué par action s'est établi à (0,18) \$ par action comparativement à 0,10 \$ au troisième trimestre de 2016. L'émission de droits complétée dans le cadre de l'opération de recapitalisation a porté le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant la période à 102 074 318 comparativement à 27 453 960 lors du trimestre équivalent de 2016.

Le tableau qui suit décrit les états consolidés du résultat cumulatif :

États consolidés du résultat cumulatif

(non audités, en milliers de dollars, sauf les données par action)

	2017		2016		Écart	
	\$	%	\$	%	\$	%
Ventes^(a)	917 893	100,00	966 892	100,00	(48 999)	(5,07)
Charges opérationnelles excluant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements ^(a)	900 293	98,08	945 717	97,81	(45 424)	(4,80)
Résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements	17 600	1,92	21 175	2,19	(3 575)	(16,88)
Frais non liés aux opérations courantes	8 297	0,90	3 337	0,35	4 960	148,64
Amortissements	7 634	0,83	7 995	0,83	(361)	(4,52)
Perte de valeur sur goodwill, immobilisations corporelles et incorporelles	16 440	1,79	—	—	16 440	100,00
	32 371	3,53	11 332	1,17	21 039	185,66
Résultat opérationnel	(14 771)	(1,61)	9 843	1,02	(24 614)	(250,07)
Charges financières	5 322	0,58	8 700	0,90	(3 378)	(38,83)
Résultat avant impôts	(20 093)	(2,19)	1 143	0,12	(21 236)	(1 857,92)
Charge (recouvrement) d'impôts	(992)	(0,11)	660	0,07	(1 652)	(250,30)
Résultat net	(19 101)	(2,08)	483	0,05	(19 584)	(4 054,66)
Résultat net de base et dilué par action	(0,19)		0,02			

^(a) La Société a adopté de façon anticipée la norme IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients* au 31 décembre 2016. Aux fins de comparabilité, les données de l'année précédente ont été ajustées pour refléter l'adoption de cette nouvelle norme. Se référer à la rubrique 12, « Adoption anticipée d'IFRS 15 », du présent rapport de gestion.

Le résultat net cumulatif de la période se terminant le 9 septembre 2017 a atteint (19,1) M\$ comparativement à 0,5 M\$ pour la période correspondante de l'année précédente, soit une réduction de 19,6 M\$. L'augmentation des frais non liés aux opérations provenant de l'effet d'une provision pour projet de cotisation de 6,5 M\$, une perte de valeur sur actifs sans incidence sur la trésorerie de 16,4 M\$ constatées lors du troisième trimestre, la diminution des ventes de l'ordre de 5,1 % et l'augmentation des charges opérationnelles également lors du troisième trimestre ont pesé sur le résultat net cumulatif. La réduction des charges financières

de l'ordre de 3,4 M\$ depuis le début de l'année et le renversement d'une provision de 0,8 M\$ relié au programme de maintien en poste de la haute direction lors du second trimestre ont contribué de façon positive au résultat cumulé net.

Le résultat net cumulé de base et dilué par action s'est établi à (0,19) \$ par action comparativement à 0,02 \$ lors de la période équivalente de 2016. L'émission de droits complétée dans le cadre de l'opération de recapitalisation a porté le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant la période à 102 074 258 comparativement à 27 453 960 lors de la période équivalente de 2016.

Le tableau qui suit fait état des ventes sectorielles du troisième trimestre :

Ventes sectorielles

(non audités, en milliers de dollars)

	2017	2016	Écart	
	84 jours	Reclassé 84 jours	\$	%
	\$	\$	\$	%
Ventes avant éliminations				
Segment Distribution	247 805	257 801	(9 996)	(3,88)
Segment Grossiste	97 253	107 535	(10 282)	(9,56)
	345 058	365 336	(20 278)	(5,55)
Ventes inter-segments				
Segment Distribution	2 931	3 524	(593)	(16,83)
Segment Grossiste	22 793	22 712	81	0,36
	25 724	26 236	(512)	(1,95)
Ventes consolidées				
Segment Distribution	244 874	254 277	(9 403)	(3,70)
Segment Grossiste	74 460	84 823	(10 363)	(12,22)
	319 334	339 100	(19 766)	(5,83)

Les ventes consolidées ont atteint 319,3 M\$ comparativement à 339,1 M\$ lors du trimestre équivalent de l'année précédente, soit une diminution de 5,8 %.

La décroissance de 3,7 % des ventes du segment Distribution provient surtout de la division de l'Ontario, suite à la perte passée d'un contrat important et, dans une moindre mesure, au sein de la division Norref à cause d'une importante déflation des prix du saumon. La division CDA a connue une belle performance, avec une augmentation des ventes alors que la division Lauzon est demeurée stable.

La décroissance de 12,2 % des ventes du segment Grossiste provient principalement de la division Décarie, où le repli des ventes de 20,7 % s'est poursuivi dans le contexte de l'augmentation des pressions concurrentielles amorcées depuis le quatrième trimestre de 2016 et, de façon moins significative, d'une légère baisse à la division de Boucherville.

Le tableau qui suit fait état des ventes sectorielles cumulatives :

Ventes sectorielles cumulatives

(non audités, en milliers de dollars)

	2017	2016	Écart	
	252 jours	Reclassé 252 jours		
	\$	\$	\$	%
Ventes avant éliminations				
Segment Distribution	705 745	731 112	(25 367)	(3,47)
Segment Grossiste	283 476	313 563	(30 087)	(9,60)
	989 221	1 044 675	(55 454)	(5,31)
Ventes inter segments				
Segment Distribution	8 097	8 140	(43)	(0,53)
Segment Grossiste	63 231	69 643	(6 412)	(9,21)
	71 328	77 783	(6 455)	(8,30)
Ventes consolidées				
Segment Distribution	697 648	722 972	(25 324)	(3,50)
Segment Grossiste	220 245	243 920	(23 675)	(9,71)
	917 893	966 892	(48 999)	(5,07)

Les ventes cumulatives ont atteint 917,9 M\$ comparativement à 966,9 M\$ lors de la période correspondante de l'année précédente, soit une diminution de 5,1 %.

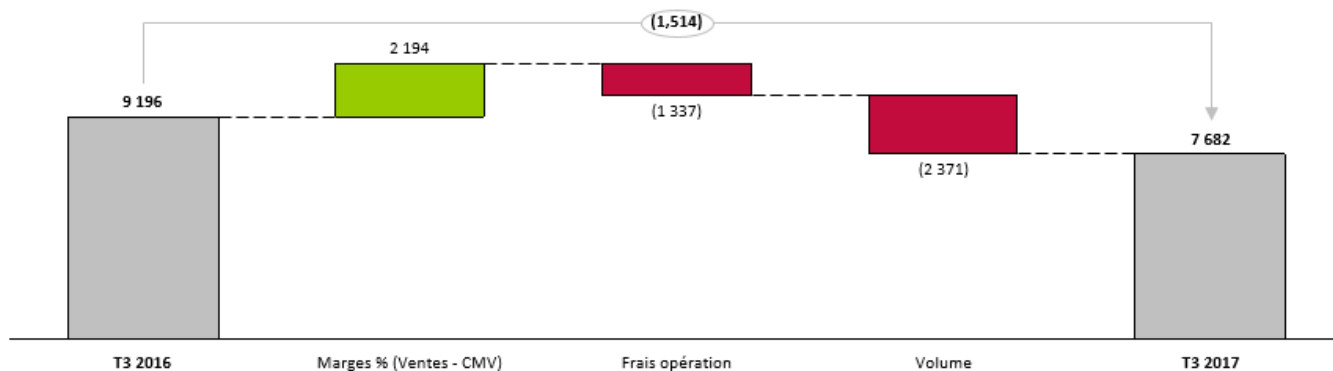
La décroissance de 3,5 % des ventes cumulatives du segment Distribution provient principalement de la division de l'Ontario en raison de la perte historique de contrats et de la division CDA lors du premier trimestre de l'année en cours également en raison d'une perte de contrat historique, tendance qui s'est inversée lors des deux plus récents trimestres en raison de l'effet combiné d'une forte saison touristique et des investissements dans les forces de vente. La performance de la division Norref est demeurée positive depuis le début de l'année en raison d'excellents résultats lors la première moitié de l'année.

Les ventes cumulatives du segment Grossiste sont en baisse de 9,7 % par rapport au dernier exercice. Cette baisse provient en grande majorité de la division Décarie, où le repli des ventes est en partie attribuable à l'intensification de la compétition.

Résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements (BAIIA ajusté)

Analyse du BAIIA ajusté du troisième trimestre :

(non audités, en milliers de dollars)



Le BAIIA ajusté du troisième trimestre de 2017 a atteint 7,7 M\$ ou 2,4 % des ventes comparativement à 9,2 M\$ ou à 2,7 % pour la même période en 2016. La variation s'explique entre autres par les éléments suivants:

- Une croissance significative des marges en pourcentage des ventes suite aux efforts d'amélioration des processus d'approvisionnement principalement à la division CDA, combiné à l'effet positif de l'inflation sur les prix de vente moyens à cette division.

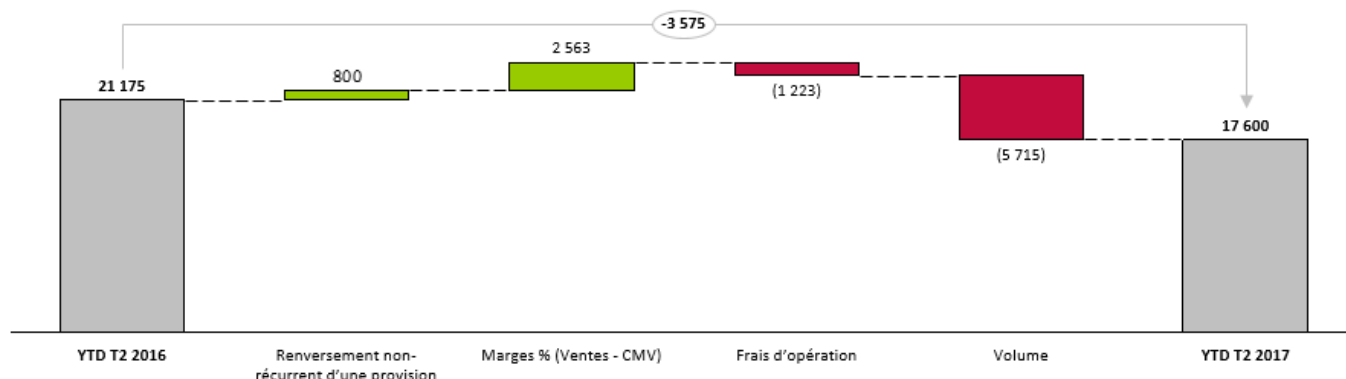
Mitigé en partie par :

- Une réduction du volume des ventes provenant principalement de la perte de contrats historique en Ontario et de l'environnement plus compétitif pour la division Décarie.
- L'augmentation des frais d'exploitation provenant principalement d'inefficacités en Ontario suite à la fermeture du centre de distribution de Vaughan et d'investissements qui se sont poursuivis dans la force de vente.

Résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements (BAIIA ajusté)

Analyse du BAIIA ajusté cumulatif :

(en milliers de dollars)



Le BAIIA ajusté cumulatif de l'exercice a atteint 17,6 M\$ ou 1,9 % des ventes comparativement à 21,2 M\$ ou 2,2 % des ventes pour la même période en 2016. Cette variation s'explique entre autres par les éléments suivants :

- Une croissance significative des marges en pourcentage des ventes suite aux efforts d'amélioration des processus d'approvisionnement, provenant principalement de la division CDA lors des deux plus récents trimestres, combiné à l'effet positif d'une légère inflation sur les prix de vente moyens lors du troisième trimestre également à la division CDA.
- Le renversement non-récurrent d'une provision de 0,8 M\$ lors du second trimestre.

Mitigé en partie par :

- Une réduction du volume des ventes provenant principalement de la perte de contrats historique en Ontario et d'un environnement plus compétitif pour la division Décarie. La performance de la division Norref, particulièrement solide au second trimestre, a permis d'atténuer légèrement les résultats observés au sein de ces divisions.
- L'augmentation des frais d'exploitation provenant principalement d'investissements dans la force de vente et d'inefficacités en Ontario suite à la fermeture du centre de distribution de Vaughan.

Frais non liés aux opérations courantes

La note 4 des états financiers donne un sommaire des frais non liés aux opérations courantes. Ce poste de l'état du résultat comprend des éléments inhabituels.

(non audités, en milliers de dollars)

	2017	2016	2017	2016
	84 jours	84 jours	252 jours	252 jours
	\$	\$	\$	\$
Provision pour projet de cotisation ^(a) (note 14)	6 500	—	6 500	—
Restructuration interne des opérations				
Frais pour fermeture d'entrepôt	346	—	1 484	—
Primes de séparation et autres	125	—	125	3 337
Allocations de retraite	—	—	174	—
Variations des provisions pour contrats déficitaires	(10)	—	14	—
	6 961	—	8 297	3 337

^(a) Provision pour projet de cotisation

Colabor a reçu un projet d'avis de cotisation (le "Projet") provenant du Ministère des Finances de l'Ontario en lien avec des activités commerciales concernant la vente de produits du tabac sur une réserve des Premières nations ayant eu lieu entre septembre 2013 et 2016 au sein d'une division en Ontario. Le projet de cotisation concerne principalement des ventes ayant eu lieu sur une courte période entre 2013 et 2014 à un client en particulier et sur lesquelles le Ministère des Finances de l'Ontario considère que les taxes de ventes auraient dues être perçues et remises. Ce Projet a donné lieu à la comptabilisation d'une provision pour Projet de cotisation de 6,5 M\$ aux états financiers de la Société lors du troisième trimestre de 2017. Colabor est en discussions avec le Ministère des Finances de l'Ontario concernant ce Projet et un avis de cotisation devrait être reçu dans les semaines à venir. Cet avis de cotisation serait payée à même la trésorerie de Colabor et n'aurait pas d'incidence majeure sur la capacité de la Société à s'acquitter de ses obligations financières ou sur son fonds de roulement. La Société considère que la provision est conservatrice et constitue le montant maximal pouvant être réclamé.

Charge de radiation d'actifs

Les actifs long terme et unités génératrices de trésorerie (UGT) sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

La Société a comptabilisé une charge de radiation d'actifs sans incidence sur la trésorerie de 16 440\$ portant principalement sur la perte de valeur du goodwill de Boucherville, dans le secteur grossiste, ainsi que de certaines immobilisations corporelles et incorporelles de la division Summit, dans le secteur distribution. La perte de valeur du goodwill reflète l'effet de la perte récente de volume ainsi que de la révision des perspectives de croissance de la division Summit qui ont également un impact sur les synergies d'approvisionnement futures pouvant être réalisées dans la division Boucherville.

Amortissements

La charge d'amortissement pour le troisième trimestre de 2017 est de 2,6 M\$ et équivalente à celle de la période correspondante en 2016. La charge d'amortissement cumulative se chiffre à 7,6 M\$ comparativement à 8,0 M\$ pour la même période au dernier exercice.

Charges financières

Les charges financières du troisième trimestre de 2017 sont de 1,8 M\$ et inférieures à 2,7 M\$ lors du trimestre correspondant de 2016. Les charges financières cumulatives de 5,3 M\$ sont également inférieures à celles enregistrées lors de la période correspondante de 2016, qui étaient alors de 8,7 M\$. Cette baisse s'explique principalement par l'effet combiné de la baisse du taux moyen ainsi qu'une réduction de l'emprunt bancaire résultant de la recapitalisation et la production de flux de trésorerie par les opérations.

Charge (recouvrement) d'impôts

Le recouvrement d'impôts au troisième trimestre de 2017 est de 1,3 M\$, comparativement à une charge d'impôts de 1,2 M\$ au troisième trimestre de 2016, et s'explique principalement par un résultat avant impôts inférieur à celui du trimestre correspondant de l'année précédente. Pour la période cumulative de 2017, le recouvrement d'impôts se chiffre à 1,0 M\$ comparativement à une charge de 0,7 M\$ pour la période équivalente de 2016.

Résultat net par action

La perte nette par action du troisième trimestre de 2017 a atteint (0,18) \$ comparativement à un résultat net de 0,10 \$ par action au troisième trimestre de 2016, soit une baisse du résultat net par action de 0,28 \$. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant la période était de 102 074 318 comparativement à 27 453 960 lors du trimestre équivalent de 2016.

La perte net cumulative se chiffre à (0,19) \$ par action comparativement à un résultat cumulatif de 0,02 \$ par action pour la période équivalente de 2016, soit une baisse du résultat net par action de 0,21 \$. Cette baisse reflète la réduction du résultat net et par l'augmentation du nombre d'actions en circulation tel que décrit précédemment.

5.2. Situation financière

Le tableau qui suit représente les États consolidés de la situation financière du troisième trimestre de la Société :

États consolidés de la situation financière

(non audités, en milliers de dollars)

	Au 9 septembre 2017 \$	Au 3 septembre 2016 \$	Au 31 décembre 2016 \$
Actif			
Courant			
Client et autres débiteurs	104 164	102 708	99 981
Stock	81 255	78 133	83 246
Frais payés d'avance	4 908	8 815	3 081
Autres	2 863	3 242	1 830
Actif courant	193 190	192 898	188 138
Non courant			
Immobilisations corporelles	11 237	13 564	13 128
Immobilisations incorporelles	48 872	57 750	55 593
Goodwill	70 813	84 130	84 130
Actifs d'impôts différés	4 023	2 130	2 015
Autres	1 269	1 360	1 693
Actif non courant	136 214	158 934	156 559
Total de l'actif	329 404	351 832	344 697
Passif			
Courant			
Découvert bancaire	6 150	6 694	7 468
Fournisseurs et autres créditeurs	101 027	98 774	105 314
Portion à court terme de la dette à long terme	750	98 248	550
Déventures convertibles	—	49 433	—
Provision pour projet de cotation	6 500	—	—
Autres	2 125	2 357	654
Passif courant	116 552	255 506	113 986
Non courant			
Dette à long terme	62 954	23 129	61 211
Déventures convertibles	49 033	—	48 870
Obligation au titre de la retraite	1 119	2 330	662
Provisions	2 560	3 300	2 998
Passifs d'impôts différés	421	526	517
Passif non courant	116 087	29 285	114 258
Total du passif	232 639	284 791	228 244
Capitaux propres			
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	96 765	67 041	116 453
Total du passif et des capitaux propres	329 404	351 832	344 697

À noter que la variation des postes d'actifs et de passifs courants entre les soldes de fin du troisième trimestre et ceux de fin d'année, s'expliquent en partie par la saisonnalité des activités de la Société.

Clients et autres débiteurs

Les clients et autres débiteurs sont en hausse de 1,5 M\$ comparativement au troisième trimestre de 2016. La Société maintient des efforts systématiques afin d'assurer une collection des comptes clients efficace. Cette variation s'explique principalement par une augmentation temporaire des comptes à recevoir principalement dans la division CDA.

Stocks

Les inventaires sont en hausse de 3,1 M\$ par rapport au troisième trimestre de 2016. Cette variation s'explique par une hausse des inventaires dans la division grossiste en prévision du salon annuel de vente, compensée en partie par une baisse des inventaires en Ontario suite à la fermeture de Vaughan.

Fournisseurs et autres créditeurs

Le solde des fournisseurs et autres créditeurs sont en hausse par rapport au troisième trimestre de 2016, soit de 2,3 M\$. Cette hausse s'explique principalement par un recouvrement des termes de crédit chez les fournisseurs à la suite de la recapitalisation et par des efforts fournis pour améliorer le fonds de roulement.

Facilités de crédit

La Société a l'obligation de respecter un ratio de couverture des charges fixes. Au 19 octobre 2017, ce ratio était respecté.

Capital-actions

Le capital-actions de Colabor est constitué d'un nombre illimité d'actions ordinaires et d'actions privilégiées pouvant être émises en série, toutes sans valeur nominale. Le sommaire des droits, des privilèges, des restrictions et des conditions qui se rattachent aux actions ordinaires et aux actions privilégiées de Colabor est présenté à la Notice annuelle de Colabor datée du 24 février 2017 et qui est accessible via l'Internet sur le site web de SEDAR au www.sedar.com.

Au 19 octobre 2017, 102 112 832 actions ordinaires et 50 000 débetures convertibles étaient émises et en circulation et 5 550 420 options d'achat d'actions étaient en circulation dont 989 000 options pouvaient être exercées.

Débetures convertibles

Le 13 octobre 2016, la Société a conclu une entente pour amender les conditions relatives aux débetures convertibles émises le 27 avril 2010. Le taux d'intérêt des débetures a été haussé à 6,0% à partir du 31 octobre 2016 (5,7% en 2016). Le taux effectif des débetures est de 6,6% (7,5% en 2016). Les débetures sont convertibles, au gré de leur porteur, en actions au taux de conversion de 400 actions par tranche de 1 000 \$ de capital des débetures, soit un prix de conversion de 2,50\$ par action (16,85\$ par action en 2016). La Société pouvait, en certaines circonstances, procéder à leur rachat anticipé, de façon partielle ou en totalité, après le 30 avril 2015. Aucun rachat anticipé n'a été effectué au cours de l'exercice terminé le 9 septembre 2017. Les frais de renouvellement du contrat de débetures au montant de 687 000\$ ont été portés en diminution des débetures.

5.3. Flux de trésorerie

Le tableau qui suit représente les flux de trésorerie consolidés :

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

(non audités, en milliers de dollars)

	Notes	84 jours		252 jours	
		2017 \$	2016 \$	2017 \$	2016 \$
Activités opérationnelles					
Résultat net		(18 753)	2 708	(19 101)	483
Impôts différés		(1 983)	986	(1 919)	209
Amortissements		2 554	2 623	7 634	7 995
Perte de valeur sur goodwill, immobilisations corporelles et incorporelles		16 440	—	16 440	—
Provision pour projet de cotation	14	6 500	—	6 500	—
Charges financières		1 751	2 662	5 322	8 700
Autres		(26)	(137)	(629)	(715)
		6 483	8 842	14 247	16 672
Variation nette du fonds de roulement		2 441	14 149	(7 617)	986
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles					
		8 924	22 991	6 630	17 658
Activités d'investissement					
Acquisitions d'immobilisations corporelles		(420)	(210)	(902)	(410)
Dispositions d'immobilisations corporelles		17	11	54	199
Acquisitions d'immobilisations incorporelles		(81)	(189)	(400)	(282)
Autres		38	36	115	125
Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement					
		(446)	(352)	(1 133)	(368)
Activités de financement					
Variation de la dette à long terme		(6 343)	(21 316)	1 007	(11 923)
Paiement en vertu de contrats de location		(179)	(143)	(470)	(354)
Émission de capital-actions		—	—	5	—
Charges financières payées		(1 552)	(2 296)	(4 721)	(7 601)
Flux de trésorerie utilisés pour les activités de financement					
		(8 074)	(23 755)	(4 179)	(19 878)
Variation nette du découvert bancaire		404	(1 116)	1 318	(2 588)
Découvert bancaire au début de la période		(6 554)	(5 578)	(7 468)	(4 106)
Découvert bancaire à la fin de la période		(6 150)	(6 694)	(6 150)	(6 694)

Activités opérationnelles

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles du troisième trimestre sont positifs et s'élèvent à 8,9 M\$ comparativement à des flux de 23,0 M\$ pour la période équivalente en 2016. Cette variation s'explique principalement par une importante variation nette du fonds de roulement lors du troisième trimestre de 2016, qui avait été témoin du rétablissement des conditions de crédit auprès des fournisseurs.

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles cumulés sont positifs et se sont chiffrés à 6,6 M\$ comparativement à 17,7 M\$ pour la même période en 2016. Cette variation s'explique principalement par une amélioration notable du fonds de roulement principalement lors du troisième trimestre de 2016.

Activités d'investissement

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement du troisième trimestre sont négatifs et s'élèvent à 0,4 M\$ et sont comparables à ceux du troisième trimestre de 2016.

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement cumulés sont négatifs et s'élèvent à 1,1 M\$ comparativement à des flux négatifs de 0,4 M\$ pour la même période en 2016. Cette augmentation s'explique par des acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles plus élevées lors de la période cumulative de 2017.

Activités de financement

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement du troisième trimestre sont négatifs et s'élèvent à 8,1 M\$ comparativement à des flux négatifs de 23,8 M\$ pour la même période en 2016. Cette variation s'explique par une réduction de la dette bancaire et des frais financiers payés suite à l'opération de recapitalisation qui a été conclue en octobre 2016.

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement cumulés sont négatifs et s'élèvent à 4,2 M\$ comparativement à des flux négatifs de 19,9 M\$ lors de la période équivalente de 2016. Cette variation s'explique par la réduction de la dette et des frais financiers suite à l'opération de recapitalisation.

Paievements exigibles

Les paiements exigibles des cinq prochaines années détaillent comme suit :

(non audités, en milliers de dollars)

Obligations contractuelles	Total	Paievements exigibles par période			
		Moins de 1 an	De 1 à 3 ans	De 3 à 5 ans	5 ans et plus
	\$	\$	\$	\$	\$
Emprunt bancaire	36 929	—	36 929	—	—
Obligations découlant de contrats de location	3 301	876	1 327	1 098	—
Dette à long terme (valeur nominale)	25 000	—	—	25 000	—
Débutures convertibles (valeur nominale)	50 000	—	—	50 000	—
Provision	10 135	6 814	1 472	1 255	594
Contrats de location simple	64 566	12 313	22 560	16 579	13 114
	189 931	20 003	62 288	93 932	13 708

6. Résumé des derniers trimestres

Le tableau qui suit présente le résumé des résultats des derniers trimestres :

(non audités, en milliers de dollars, sauf les données par action)

	2017			2016			2015	
	T3 (84 jours)	T2 (84 jours)	T1 (84 jours)	T4 (119 jours)	T3 (84 jours)	T2 (84 jours)	Reclassé T1 (84 jours)	Reclassé T4 (112 jours)
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ventes	319 334	331 372	267 187	432 543	339 100	342 979	284 811	431 912
BAIIA ajusté	7 682	9 018	900	9 092	9 196	10 074	1 905	9 301
Résultat net	(18 753)	3 097	(3 446)	(160)	2 708	3 073	(5 298)	(29 314)
Résultat net de base et dilué par action	(0,18)	0,03	(0,03)	—	0,1	0,11	(0,19)	(1,07)

7. Transactions entre parties liées

Les transactions entre parties liées de la Société sont constituées de ventes survenues avec Dubé & Loiselle Inc., une entité détenue par un administrateur de la société. Les opérations ont été effectuées conformément aux différents contrats régissant les relations entre la Société et Dubé & Loiselle Inc., dans le cours normal des affaires.

Le tableau qui suit fait état des opérations entre la Société et Dubé & Loiselle Inc. :

(non audités, en milliers de dollars)

	2017	
	84 jours	252 jours
	\$	\$
États consolidés du résultat		
Ventes	6 368	18 957
États consolidés de la situation financière		
Clients et autres débiteurs, nets des remises à payer		1 476
Option d'achat de Dubé & Loiselle Inc. ^(a)		500

^(a) Dans le cadre de l'opération de recapitalisation survenue en octobre 2016, la Société a versé une somme de 0,5 M\$ à Gestion Robraye Ltée en contrepartie de l'option d'acquiescer Dubé & Loiselle Inc. dans les trois ans suivant la clôture de l'opération de recapitalisation. La Société juge qu'elle n'a ni le contrôle, ni l'influence pour consolider cette entité dans ses états financiers. Elle est plutôt considérée comme une partie liée de la Société.

8. Transactions hors bilan

La Société n'a pas d'obligation relative à des transactions hors bilan, à l'exception de lettres de garantie bancaire de l'ordre de 1 764 000\$, soutenant la location d'un des centres de distribution de la Société et la marge de crédit auprès d'un fournisseur.

9. Risques et incertitudes

Les activités de la Société sont assujetties à plusieurs risques et incertitudes qui sont plus amplement décrits à sa notice annuelle datée du 24 février 2017 la « Notice » et accessible via l'Internet sur le site de SEDAR à www.sedar.com. Les risques qui sont décrits à la Notice sont incorporés dans le présent rapport de gestion par renvoi.

10. Estimations et jugements importants

Lorsqu'elle prépare les états financiers consolidés, la direction pose un certain nombre de jugements, d'estimations et d'hypothèses quant à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges.

Les résultats réels peuvent différer des jugements, des estimations et des hypothèses posés par la direction et ils seront rarement identiques aux résultats estimés.

L'information sur les jugements, les estimations et les hypothèses significatifs qui ont la plus grande incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée ci-dessous.

Estimations

Perte de valeur des clients et autres débiteurs

Le montant comptabilisé au titre de perte de valeur des clients et autres débiteurs est fondé sur l'estimation de la direction des risques associés à chacun des clients et aux autres débiteurs de la Société en fonction des pertes subies dans le passé, de l'expérience de recouvrement et de l'incidence de la conjoncture économique actuelle et prévue.

Remises des fournisseurs

La Société constate les remises des fournisseurs en estimant le degré d'atteinte des conditions donnant droit aux remises.

Perte de valeur sur l'actif financier disponible à la vente

La direction examine la présence d'indices de dépréciation de l'actif financier disponible à la vente à chaque date de présentation de l'information financière. Lorsque la direction détermine que l'actif a subi une dépréciation, la perte cumulée comptabilisée dans les autres éléments du résultat global est reclassée aux résultats.

Évaluation du stock

Le stock est évalué au montant le moins élevé du coût et de la valeur nette de réalisation. Lorsqu'elle estime la valeur nette de réalisation, la direction tient compte des indications les plus fiables dont elle dispose au moment où les estimations sont faites. La quantité, l'âge et la condition du stock sont mesurés et évalués régulièrement au cours de l'année.

Durée d'utilité des actifs amortissables

La direction examine les durées d'utilité des actifs amortissables à chaque date de présentation de l'information financière en fonction de l'utilité prévue des actifs de la Société. Les résultats réels peuvent toutefois être différents en raison d'obsolescence technique, particulièrement en ce qui a trait au matériel informatique et aux logiciels de distribution.

Actifs d'impôts différés

L'évaluation de la probabilité du bénéfice imposable futur pour lequel les actifs d'impôts différés pourront être utilisés s'appuie sur les dernières prévisions budgétaires approuvées de la Société, lesquelles sont ajustées pour tenir compte des charges et des produits significatifs non imposables ainsi que sur les limites d'utilisation des pertes non utilisées. Si une prévision positive de

bénéfice imposable indique qu'il est probable que les actifs d'impôts différés soient utilisés, plus particulièrement si cette utilisation n'est soumise à aucune limite de temps, ces actifs d'impôts différés sont généralement comptabilisés en entier. La direction évalue individuellement la comptabilisation des actifs d'impôts différés assujettis à certaines limites juridiques ou économiques ou à des incertitudes, en tenant compte des faits et des circonstances propres à chacun.

Obligation au titre de la retraite

La direction procède à une estimation annuelle de son obligation au titre de la retraite avec le soutien d'actuaire indépendants; toutefois, le résultat réel peut différer en raison d'incertitudes liées à l'estimation. L'estimation de son obligation au titre de la retraite est fondée sur des taux d'inflation et de mortalité jugés raisonnables par la direction. Elle tient également compte des prévisions spécifiques de la Société relativement aux futures augmentations de salaires et à l'âge de départ à la retraite des salariés ainsi que d'autres facteurs actuariels. Les taux d'actualisation sont déterminés vers la fin de chaque exercice par référence aux obligations d'entités de haute qualité et libellées dans la même monnaie que les prestations à verser et ayant des échéances similaires à celles du passif lié à la retraite connexe. Il existe des incertitudes quant aux estimations qui peuvent varier considérablement dans les évaluations futures des obligations de la Société au titre des prestations constituées.

Jugements importants

Perte de valeur des marques de commerce et du goodwill

Une perte de valeur est comptabilisée pour le montant par lequel la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie excède sa valeur recouvrable. La direction détermine la valeur recouvrable en procédant à une estimation des flux de trésorerie futurs prévus provenant de chaque actif ou unité génératrice de trésorerie, puis elle détermine un taux d'intérêt approprié aux fins du calcul de la valeur actualisée de ces flux de trésorerie. Lorsqu'elle procède à l'évaluation des flux de trésorerie futurs prévus, la direction pose des hypothèses relativement aux résultats opérationnels futurs. Ces hypothèses se rapportent à des événements et circonstances futurs. Les résultats réels peuvent différer et donner lieu à des ajustements significatifs aux actifs de la Société au cours des prochains exercices.

Dans la plupart des cas, la détermination du taux d'actualisation comporte l'estimation de l'ajustement approprié pour tenir compte du risque du marché et d'un ajustement approprié pour les facteurs de risque propres aux actifs.

Option d'achat de Dubé & Loiselle Inc.

Au cours de l'exercice 2016, la Société a acheté une option pour acquérir Dubé & Loiselle Inc., une entité détenue par un administrateur de la Société. Cette option d'achat est valide pour une durée de trois ans. La Société jugeant qu'elle n'a ni le contrôle ni l'influence nécessaire sur les décisions de gestion de Dubé & Loiselle Inc. pour consolider cette entité dans ses états financiers, celle-ci est plutôt considérée comme une partie liée à la Société.

11. Contrôles et procédures à l'égard de l'information financière

La direction a conçu et évalué les contrôles internes à l'égard de l'information financière (CIIF) et les contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière présentée par la Société est fiable et que les états financiers qu'elle diffuse dans le public sont préparés conformément aux IFRS. Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière ont évalué, au sens du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs, la conception et le fonctionnement des contrôles internes à l'égard de l'information financière en date du 31 décembre 2016. À la lumière de cette évaluation, ils ont conclu que la conception et le fonctionnement des contrôles internes à l'égard de l'information financière (CIIF et CPCI) étaient efficaces. Pour la période de 252 jours terminée le 9 septembre 2017, il n'y a eu aucune modification du processus de contrôle interne à l'égard de l'information financière ni des contrôles et procédures de communication de l'information financière ayant une incidence importante ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes et procédures.

12. Adoption anticipée d'IFRS 15

La Société a adopté de façon anticipée la norme IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients*, ce qui a entraîné des ajustements dans la façon de comptabiliser certaines transactions présentées aux états financiers. Le principal changement concerne la comptabilisation des ventes de type « livraison directe aux clients ».

Lorsqu'un fournisseur effectuait la livraison de produits directement chez les clients de Colabor, les revenus étaient auparavant comptabilisés à titre de ventes, déduction faite des remises aux clients de Colabor. Le coût des produits vendus était quant à lui comptabilisé dans les charges opérationnelles, déduction faite des remises des fournisseurs.

Selon la norme IFRS 15, les revenus des ventes directes aux clients sont maintenant comptabilisés en réduction des charges opérationnelles. Le coût des produits vendus est quant à lui encore comptabilisé dans les charges opérationnelles, déduction faite des remises des fournisseurs. L'impact de ce changement est une réduction des ventes et une réduction équivalente des charges opérationnelles, ce qui a donc un effet nul sur le résultat opérationnel.

Aux fins de comparabilité, les données des périodes de 84 jours et de 252 jours terminées le 3 septembre 2016 ont été ajustées pour refléter l'adoption de cette nouvelle norme. Les ajustements aux données comparatives se détaillent comme suit :

(non audités, en milliers de dollars)

	Période de 84 jours terminée le 3 septembre 2016			Période de 252 jours terminée le 3 septembre 2016		
	Résultat présenté	Ajustement selon IFRS 15	Résultat ajusté	Résultat présenté	Ajustement selon IFRS 15	Résultat ajusté
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ventes	360 857	(21 757)	339 100	1 032 722	(65 830)	966 892
Charges opérationnelles, excluant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements	351 661	(21 757)	329 904	1 011 547	(65 830)	945 717
Résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements	9 196	—	9 196	21 175	—	21 175

13. Normes, modifications et interprétations existantes qui ne sont pas encore en vigueur

IFRS 9 Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié IFRS 9, laquelle remplace IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (IAS 39). IFRS 9 introduit des améliorations comprenant un modèle plus logique de classification et d'évaluation des actifs financiers, un modèle unique de dépréciation plus prospectif, fondé sur les pertes de crédit attendues et un modèle de comptabilité de couverture substantiellement modifié. Cette norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et l'adoption anticipée est permise. La Société estime que l'adoption de cette norme n'aura aucun incidence sur ses états financiers consolidés.

IFRS 16 Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16 laquelle remplacera IAS 17 Contrats de location. IFRS 16 supprime le classement à titre de location simple et impose aux preneurs de constater tous les contrats de location à l'état de la situation financière en comptabilisant un droit d'utilisation et une obligation locative. Une exemption est permise pour les contrats de location dont l'actif sous-jacent a une faible valeur. De plus, IFRS 16 modifie la définition du contrat de location; établit les exigences de comptabilisation de l'actif et du passif notamment sur les aspects complexes comme les composantes autres que location, les paiements locatifs variables et les périodes optionnelles; modifie la comptabilisation des accords de cession-bail; conserve en grande partie l'approche d'IAS 17 pour la comptabilisation des contrats de location par le bailleur et présente de nouvelles obligations d'information. IFRS 16 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019 et l'adoption anticipée est permise dans certaines circonstances. La Société estime que cette nouvelle norme augmentera la valeur des immobilisations corporelles et des obligations découlant de contrats de location, elle diminuera les charges opérationnelles et augmentera les amortissements et charges financières.

14. Éventualités

Dans le cours normal des activités, la Société peut faire l'objet d'audits menés par les administrations fiscales. Bien que la Société estime que ses déclarations fiscales sont appropriées et justifiables, certains éléments peuvent, de temps à autre, faire l'objet d'une révision et d'une contestation par les administrations fiscales.

Au cours du troisième trimestre 2017, la Société a reçu un projet d'avis de cotisation provenant du Ministère des Finances de l'Ontario en lien avec des activités commerciales ayant eu lieu entre septembre 2013 et 2016 au sein d'une division en Ontario. Cet avis a donné lieu à la comptabilisation d'une provision de 6,5 M\$. Se référer à la section 5.1 Résultat net, au sous-titre "Frais non liés aux opérations - Provision pour projet de cotisation".